



Comité administratif

Décision sur l'adaptation annuelle des salaires 2024

Luxembourg, le 14 février 2025

NOTE EXPLICATIVE

Le 25 novembre 2024, le Comité budgétaire de la Juridiction unifiée du brevet a adopté la décision D-BC/04/25112024 contenant sa proposition relative à l'adaptation des traitements pour 2024 en vertu de la règle 4 des règles, adoptées le 16 octobre 2024 par le Comité administratif avec la décision D-AC/05/19072024, relatives à l'adaptation de la rémunération des juges, du greffier, du greffier adjoint et du personnel de la Juridiction unifiée du brevet (ci-après les Règles sur l'adaptation des rémunérations) mettant en œuvre les articles 33 du Règlement de service et 20 du Statut du personnel. La proposition du Comité budgétaire figure à l'annexe A.

Les Règles sur l'adaptation des rémunérations, et par conséquent la proposition du Comité budgétaire aussi, se fondent sur la méthodologie exposée dans le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et, en particulier, sur le rapport annuel publié par l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) sur l'évolution du coût de la vie et l'évolution du pouvoir d'achat des rémunérations des fonctionnaires nationaux des administrations centrales, formulées dans un indice commun et un indicateur spécifique.

Sur cette base, le Comité budgétaire a proposé que la rémunération des juges, du Greffier, du Greffier adjoint et du personnel de la Juridiction unifiée soit augmentée de 7,3 pour cent avec effet rétroactif à compter du 1er octobre 2024 et qu'une augmentation supplémentaire de 1,2 pour cent soit prise en compte à partir du 1er avril 2025. La proposition englobe les ajustements correspondants des allocations d'éducation et pour enfant à charge.

La proposition a ensuite été soumise par le président du Comité budgétaire au président du Comité administratif, après quoi le président du Comité administratif, le 29 novembre 2024, a invité le Présidium à formuler des observations sur la proposition.

Le 9 décembre 2024, le Présidium a commenté la proposition et a donné son aval. Les commentaires du Présidium figurent à l'annexe B.

Sur la base de ce qui précède, le Comité administratif est invité à adopter la décision suivante.

**DECISION DU COMITE ADMINISTRATIF DU 14 FEVRIER 2025 PORTANT SUR L'ADAPTATION
ANNUEL POUR 2024 DE LA REMUNERATION DES JUGES, DU GREFFIER, DU GREFFIER ADJOINT
ET DU PERSONNEL DE LA JURIDICTION UNIFIEE DU BREVET**

LE COMITE ADMINISTRATIF

VU les Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, et notamment l'article 12 ;

VU le Règlement régissant les conditions de service des juges, du greffier et du greffier adjoint de la Juridiction unifiée du brevet, et notamment l'article 33 ;

VU le Statut du personnel de la Juridiction unifiée du brevet, et notamment l'article 21 ;

VU les Règles relatives à l'adaptation de la rémunération des juges, du greffier, du greffier adjoint et du personnel de la Juridiction unifiée du brevet ; et

VU la proposition du Comité budgétaire ;

A ADOPTE LA DECISION SUIVANTE :

Article 1^{er}

La rémunération brute des juges, du Greffier, du Greffier adjoint et du personnel de la Juridiction unifiée est augmentée de 7,3 pour cent avec effet rétroactif à compter du 1er octobre 2024. L'adaptation correspondante est également effectuée en ce qui concerne l'allocation pour enfant à charge et l'allocation d'éducation. Les montants actualisés qui en résultent dans le Règlement régissant les conditions de service des juges, du greffier et du greffier adjoint de la Juridiction unifiée du brevet et dans le Statut du personnel de la Juridiction unifiée du brevet, qui sont à cet effet modifiés avec effet à compter de la date susmentionnée, suivent de l'annexe 1.

Article 2

La rémunération brute des juges, du Greffier, du Greffier adjoint et du personnel de la Juridiction unifiée est augmentée de 1,2 pour cent additionnels avec effet à compter du 1er avril 2025. L'adaptation correspondante est également effectuée en ce qui concerne l'allocation pour enfant à charge et l'allocation d'éducation. Les montants actualisés qui en résultent dans le Règlement régissant les conditions de service des juges, du greffier et du greffier adjoint de la Juridiction unifiée du brevet et dans le Statut du personnel de la Juridiction unifiée du brevet, qui sont à cet effet modifiés avec effet à compter de la date susmentionnée, suivent de l'annexe 2.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 14 février 2025.

Fait à Luxembourg le 14 février 2025

Pour le Comité administratif

Signé Johannes Karcher

Le Président

ANNEXE 1

**RÈGLEMENT RÉGISSANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES JUGES, DU GREFFIER ET DU GREFFIER
ADJOINT DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET**

Article 32

Montant des traitements mensuels de base

1. Les traitements mensuels de base des juges sont indiqués dans le tableau suivant:

	<i>Traitement brut (EUR)</i>
Cour d'appel	<u>21 527</u>
Tribunal de première instance	<u>19 410</u>

2. Le président de la cour d'appel et le président du tribunal de première instance perçoivent un traitement mensuel de base égal à 105% de celui des juges de leurs degrés de juridiction respectifs.

3. Les salaires mensuels de base du greffier et du greffier adjoint sont indiqués dans le tableau suivant:

	<i>Traitement brut (EUR)</i>
Greffier	<u>21 527</u>
Greffier adjoint	<u>19 410</u>

Article 34

Allocations familiales

1. Les allocations familiales comprennent les éléments suivants:

- a) L'allocation de foyer est fixée à un montant de base correspondant à la moitié du montant de l'allocation pour enfant à charge prévu au sous-paragraphe c) ci-dessous, majoré de 2% du traitement mensuel net. Ladite allocation est accordée aux juges, au greffier et au greffier adjoint expatriés avec leur conjoint, qui ne dispose pas d'un emploi.
- b) L'allocation scolaire est octroyée aux juges expatriés, au greffier et au greffier adjoint expatriés à concurrence maximale de **274 euros** par enfant et par mois.
- c) L'allocation pour enfant à charge est fixée à **318 euros** par enfant et par mois. Ladite allocation est accordée aux juges, au greffier et au greffier adjoint.

- d) L'allocation pour enfant handicapé ou gravement handicapé et le remboursement des frais d'éducation et de formation liés au handicap. L'allocation pour enfant handicapé correspond à un montant de base mensuel égal à l'allocation pour enfant à charge. L'allocation pour enfant gravement handicapé correspond à un montant de base mensuel égal au double de l'allocation pour enfant handicapé. Le remboursement des frais d'éducation et de formation s'élève à 90% des frais définis dans les instructions d'application telles que définies à l'article 53, paragraphe 1er, du présent Règlement, sur la base du montant restant des frais, déduction faite des paiements reçus de toute autre source et aux mêmes fins.

Les juges à temps partiel éligibles reçoivent des allocations familiales au *prorata*, conformément à l'article 27, paragraphe 3, du présent Règlement.

2. Un juge, le greffier ou le greffier adjoint ayant droit à l'une des indemnités susmentionnées est tenu de signaler au président de la cour d'appel ou, dans le cas d'un juge du tribunal de première instance ou du greffier adjoint, au président du tribunal de première instance, tout paiement de même nature ou à des fins similaires, provenant d'autres sources et reçu par lui-même, son conjoint ou l'autre parent de l'enfant. Les montants de ces paiements sont déduits des prestations versées en vertu du présent Règlement.
3. En cas de garde partagée ou alternée, le paiement des indemnités doit être partagé à parts égales entre les deux personnes employées par la Juridiction et qui sont les parents de l'enfant. Cependant, les parents peuvent décider d'un commun accord lequel d'entre eux recevra les allocations.

*

* *

STATUT DU PERSONNEL DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET**Article 21****Allocations familiales**

1. Les allocations familiales comprennent les éléments suivants:

a) L'allocation de foyer, fixée à un montant de base égal à la moitié de l'allocation pour enfant à charge prévue au sous-paragraphe c) ci-dessous, majoré de 2% du traitement mensuel net. Elle sera octroyée au personnel expatrié avec conjoint, tant que ce dernier n'exerce pas d'activité rémunérée.

b) L'allocation scolaire, octroyée au personnel expatrié à concurrence de **274 euros** par enfant et par mois.

c) L'allocation pour enfant à charge, fixée à **318 euros** par enfant et par mois.

d) L'allocation pour enfant handicapé ou gravement handicapé et le remboursement des frais d'éducation et/ou de formation liés au handicap. L'allocation pour enfant handicapé correspond à un montant de base mensuel égal à l'allocation pour enfant à charge. L'allocation pour enfant gravement handicapé correspond à un montant de base mensuel égal au double de l'allocation pour enfant handicapé. Le remboursement des frais d'éducation et de formation s'élève à 90% des frais définis dans les instructions d'application telles que définies à l'article 42, paragraphe 1^{er}, du présent Règlement, sur la base du montant restant des frais, déduction faite des paiements reçus de toute autre source et aux mêmes fins. Seules les dépenses engagées pour donner à l'enfant handicapé ou gravement handicapé l'accès à un programme d'éducation ou de formation conçu pour répondre à ses besoins, dans le but d'obtenir la meilleure capacité fonctionnelle possible, et qui ne sont pas autrement couvertes par les dispositions régissant l'allocation d'éducation, sont susceptibles de faire l'objet d'un remboursement.

2. Le personnel à temps partiel reçoit des allocations familiales au *pro rata*.

3. Le membre du personnel ayant droit à l'une des indemnités susmentionnées est tenu de signaler au greffier tout paiement de même nature ou à des fins similaires, provenant d'autres sources et reçu par lui-même, son conjoint ou l'autre parent de l'enfant. Les montants de ces paiements sont déduits des prestations versées en vertu du présent Règlement.

4. En cas de garde partagée ou alternée, le paiement des allocations doit être partagé à parts égales entre les deux membres du personnel de la Juridiction qui sont les parents de l'enfant. Cependant, les parents peuvent décider d'un commun accord lequel d'entre eux recevra les allocations.

ANNEXE IV

TYPES DE POSTES ET REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA JURIDICTION

1. Directeurs

Fonction	Salaire brut (EUR)
Directeur du centre de médiation et d'arbitrage	<u>11367</u>
Directeur du centre de formation	<u>11367</u>

2. Personnel

Fonction	Salaire brut (EUR)								
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveau 9
Gestionnaire de cas / Clerk	<u>5 569</u>	<u>5 722</u>	<u>5 876</u>	<u>6 031</u>	<u>6 190</u>	<u>6 348</u>	<u>6 506</u>	<u>6 669</u>	<u>6 831</u>
Assistant / Secrétaire	<u>4 381</u>	<u>4 491</u>	<u>4 600</u>	<u>4 708</u>	<u>4 818</u>	<u>4 929</u>	<u>5 041</u>	<u>5 153</u>	<u>5 265</u>
Conseiller juridique du Prés CdA									<u>10 230</u>
Conseiller juridique du Prés TPI									<u>10 230</u>

Les salaires du personnel qui figurent dans le tableau ci-dessus sont des salaires bruts, exprimés en euros et soumis à une pondération géographique déterminée sur la base des coefficients correcteurs prévus à l'article 3 du règlement (UE) n° 423/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 adaptant, avec effet au 1^{er} juillet 2012, les rémunérations et les pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne ainsi que les coefficients correcteurs dont sont affectées ces rémunérations et pensions.

ANNEXE 2

**RÈGLEMENT RÉGISSANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES JUGES, DU GREFFIER ET DU GREFFIER
ADJOINT DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET**

Article 32

Montant des traitements mensuels de base

4. Les traitements mensuels de base des juges sont indiqués dans le tableau suivant:

	<i>Traitement brut (EUR)</i>
Cour d'appel	<u>21 785</u>
Tribunal de première instance	<u>19 643</u>

5. Le président de la cour d'appel et le président du tribunal de première instance perçoivent un traitement mensuel de base égal à 105% de celui des juges de leurs degrés de juridiction respectifs.

6. Les salaires mensuels de base du greffier et du greffier adjoint sont indiqués dans le tableau suivant :

	<i>Traitement brut (EUR)</i>
Greffier	<u>21 785</u>
Greffier adjoint	<u>19 643</u>

Article 34

Allocations familiales

4. Les allocations familiales comprennent les éléments suivants:

- a) L'allocation de foyer est fixée à un montant de base correspondant à la moitié du montant de l'allocation pour enfant à charge prévu au sous-paragraphe c) ci-dessous, majoré de 2% du traitement mensuel net. Ladite allocation est accordée aux juges, au greffier et au greffier adjoint expatriés avec leur conjoint, qui ne dispose pas d'un emploi.
- b) L'allocation scolaire est octroyée aux juges expatriés, au greffier et au greffier adjoint expatriés à concurrence maximale de **277 euros** par enfant et par mois.
- c) L'allocation pour enfant à charge est fixée à **321 euros** par enfant et par mois. Ladite allocation est accordée aux juges, au greffier et au greffier adjoint.

- d) L'allocation pour enfant handicapé ou gravement handicapé et le remboursement des frais d'éducation et de formation liés au handicap. L'allocation pour enfant handicapé correspond à un montant de base mensuel égal à l'allocation pour enfant à charge. L'allocation pour enfant gravement handicapé correspond à un montant de base mensuel égal au double de l'allocation pour enfant handicapé. Le remboursement des frais d'éducation et de formation s'élève à 90% des frais définis dans les instructions d'application telles que définies à l'article 53, paragraphe 1er, du présent Règlement, sur la base du montant restant des frais, déduction faite des paiements reçus de toute autre source et aux mêmes fins.

Les juges à temps partiel éligibles reçoivent des allocations familiales au *prorata*, conformément à l'article 27, paragraphe 3, du présent Règlement.

- 5. Un juge, le greffier ou le greffier adjoint ayant droit à l'une des indemnités susmentionnées est tenu de signaler au président de la cour d'appel ou, dans le cas d'un juge du tribunal de première instance ou du greffier adjoint, au président du tribunal de première instance, tout paiement de même nature ou à des fins similaires, provenant d'autres sources et reçu par lui-même, son conjoint ou l'autre parent de l'enfant. Les montants de ces paiements sont déduits des prestations versées en vertu du présent Règlement.
- 6. En cas de garde partagée ou alternée, le paiement des indemnités doit être partagé à parts égales entre les deux personnes employées par la Juridiction et qui sont les parents de l'enfant. Cependant, les parents peuvent décider d'un commun accord lequel d'entre eux recevra les allocations.

*

* *

STATUT DU PERSONNEL DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET

Article 21

Allocations familiales

1. Les allocations familiales comprennent les éléments suivants:

- a) L'allocation de foyer, fixée à un montant de base égal à la moitié de l'allocation pour enfant à charge prévue au sous-paragraphe c) ci-dessous, majoré de 2% du traitement mensuel net. Elle sera octroyée au personnel expatrié avec conjoint, tant que ce dernier n'exerce pas d'activité rémunérée.
- b) L'allocation scolaire, octroyée au personnel expatrié à concurrence maximale de **277 euros** par enfant et par mois.
- c) L'allocation pour enfant à charge, fixée à **321 euros** par enfant et par mois.
- d) L'allocation pour enfant handicapé ou gravement handicapé et le remboursement des frais d'éducation et/ou de formation liés au handicap. L'allocation pour enfant handicapé correspond à un montant de base mensuel égal à l'allocation pour enfant à charge. L'allocation pour enfant gravement handicapé correspond à un montant de base mensuel égal au double de l'allocation pour enfant handicapé. Le remboursement des frais d'éducation et de formation s'élève à 90% des frais définis dans les instructions d'application telles que définies à l'article 42, paragraphe 1^{er}, du présent Règlement, sur la base du montant restant des frais, déduction faite des paiements reçus de toute autre source et aux mêmes fins. Seules les dépenses engagées pour donner à l'enfant handicapé ou gravement handicapé l'accès à un programme d'éducation ou de formation conçu pour répondre à ses besoins, dans le but d'obtenir la meilleure capacité fonctionnelle possible, et qui ne sont pas autrement couvertes par les dispositions régissant l'allocation d'éducation, sont susceptibles de faire l'objet d'un remboursement.

2. Le personnel à temps partiel reçoit des allocations familiales au *pro rata*.

3. Le membre du personnel ayant droit à l'une des indemnités susmentionnées est tenu de signaler au greffier tout paiement de même nature ou à des fins similaires, provenant d'autres sources et reçu par lui-même, son conjoint ou l'autre parent de l'enfant. Les montants de ces paiements sont déduits des prestations versées en vertu du présent Règlement.

4. En cas de garde partagée ou alternée, le paiement des allocations doit être partagé à parts égales entre les deux membres du personnel de la Juridiction qui sont les parents de l'enfant. Cependant, les parents peuvent décider d'un commun accord lequel d'entre eux recevra les allocations.

ANNEXE IV**TYPES DE POSTES ET REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA JURIDICTION****1. Directeurs**

Fonction	Salaire brut (EUR)
Directeur du centre de médiation et d'arbitrage	<u>11 503</u>
Directeur du centre de formation	<u>11 503</u>

2. Personnel

Fonction	Salaire brut (EUR)								
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Niveau 8	Niveau 9
Gestionnaire de cas / Clerk	<u>5 636</u>	<u>5 791</u>	<u>5 946</u>	<u>6 104</u>	<u>6 264</u>	<u>6 424</u>	<u>6 584</u>	<u>6 749</u>	<u>6 913</u>
Assistant / Secrétaire	<u>4 434</u>	<u>4 544</u>	<u>4 655</u>	<u>4 765</u>	<u>4 876</u>	<u>4 989</u>	<u>5 101</u>	<u>5 214</u>	<u>5 328</u>
Conseiller juridique du Prés CdA									<u>10 353</u>
Conseiller juridique du Prés TPI									<u>10 353</u>

Les salaires du personnel qui figurent dans le tableau ci-dessus sont des salaires bruts, exprimés en euros et soumis à une pondération géographique déterminée sur la base des coefficients correcteurs prévus à l'article 3 du règlement (UE) n° 423/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 adaptant, avec effet au 1^{er} juillet 2012, les rémunérations et les pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne ainsi que les coefficients correcteurs dont sont affectées ces rémunérations et pensions.

*

* *



UPC Budget Committee

Salary Adjustment proposal

Implementing Articles 33 of the Service
Regulations and 20 of the Staff Regulations

Submitted by the Chairman of the Budget Committee to the:

Delegates of the Budget Committee

Chairman of the Administrative Committee

Luxembourg, 25/11/2024

Explanatory Note

The draft proposal aims to implement for the year 2025 the rules for the annual adjustment of both the remuneration of the judges, the Registrar and the Deputy Registrar according to Article 33 of the Regulations Governing the Conditions of Service of Judges, the Registrar and the Deputy-Registrar of the Unified Patent Court and the remuneration of the staff of the court according to Article 20 of the Staff regulations of the Unified Patent Court. The draft proposal is based on the implemented methodology laid down by the decision of the Administrative Committee under reference AC/05/19072024 (Rules on the Adjustment of the Remuneration of the Judges, the Registrar, the Deputy Registrar, and the Staff of the Unified Patent Court). The draft proposal assumes that the 2025 yearly adjustment will have retroactive effect from 1 October 2024, and that the 2026 yearly adjustment will have retroactive effect on 1 October 2025. The draft proposal does not take into account the ongoing issue regarding the possible impact of inflation recorded the years before 2024.

Consequently, the proposal to be adopted by the Budget Committee is based on the methodology laid out in the law of the European Union. Specifically, rule 4 references Article 65 (I) and Article I §I, 2 and 4, Article 3 §2 Annex XI of the Staff regulations of officials of the European Union ("EU Staff Regulations") as implemented and adapted by the Administrative Committee in its aforementioned decision AC/05/19072024.

The proposal of the Budget Committee is in particular based on the report published by the Statistical Office of the European Union (Eurostat) by 1st November of the concerned year on inter alia changes in the cost of living in Belgium and Luxemburg and the changes in the purchasing power of salaries in the national civil Services in central government (Article I § L Annex XI EU Staff regulations).

The proposal is a result of a mathematical operation by multiplying the Joint Index and the Specific indicator, both taken from the Eurostat report. Unlike the EU methodology which adopts intermediate updates of remuneration in July and a final one in October, the Budget Committee shall only consider the total final updates of remuneration as published by the Eurostat report.

According to the "DRAFT AMENDING BUDGET No 5 TO THE EU GENERAL BUDGET 2024" to be voted and adopted by end of October 2024, the total salary adjustment rate for 2024 is **8.5%** including **7.3%** applicable without further condition and retroactively from 1 October 2024. In accordance with the moderation clause as per EU Staff regulations Article 10 of Annex XI, which is also applied for the present proposal, 1.2% shall be indeed deferred to 1 April 2025 and subject to confirmation by the Administrative Committee in due time.

The present draft proposal has been elaborated in consistence with the assumptions made for the draft decision related to the 2025 Budget of the Court.

The proposal once adopted by the Budget Committee shall be after submitted to the Chair of the Administrative Committee by 1 December for decision by the Administrative Committee. The Presidium shall be consulted and the proposal shall take into account the adopted 2025 Budget and take retroactive effect from 1 October 2024.

B LEBoulLENGER

Chairman of the Budget Committee

DECISION OF THE BUDGET COMMITTEE DATED 25 NOVEMBER 2024
ON THE PROPOSAL FOR THE SALARY YEARLY ADJUSTMENT OF THE UNIFIED PATENT COURT

THE BUDGET COMMITTEE,

HAVING REGARD to the Agreement on a Unified Patent Court;

HAVING REGARD to the Statute of the Unified Patent Court and in particular Article 12 thereof;

HAVING REGARD to Article 33 of the Regulations Governing the Conditions of Service of Judges, the Registrar and the Deputy-Registrar of the Unified Patent Court ("Service Regulation");

HAVING REGARD to Article 20 of the Staff regulations of the Unified Patent Court;

HAVING REGARD to the decision of the Administrative Committee referenced AC/05/19072024;

HAS ADOPTED THE FOLLOWING PROPOSAL:

Article 1

It is proposed **7.3%** as yearly adjustment of remunerations in the United Patent Court applicable to the year 2025 having retroactive effect as of October 1st, 2024. The resulting factual updated amounts follows from Annex 1.

Article 2

It is proposed that the decision to be taken by the Administrative Committee takes into account an additional adjustment of 1.2% applies as of April 1st 2025 unless circumstances that would require a different decision. The resulting factual updated amounts follows from Annex 2.

Done at Luxembourg on 25 November 2024

For the Budget Committee

signed Bruno LEBoulLENGER
The Chairman

ANNEX I

(Proposed)

REGULATIONS GOVERNING THE CONDITIONS OF SERVICE OF JUDGES, THE REGISTRAR AND THE DEPUTY REGISTRAR OF THE UNIFIED PATENT COURT

Article 32

Amount of basic monthly salaries

1. Basic monthly salaries of judges are as provided in the following table:

	<i>Gross salary (EUR)</i>
Court of Appeal	<u>21 527</u>
Court of First Instance	<u>19 410</u>

2. The President of the Court of Appeal and the President of the Court of First Instance shall have a basic monthly salary equal to 105% of that of the judges at their respective instances.

3. Basic monthly salaries of the Registrar and the Deputy-Registrar are as provided in the following table:

	<i>Gross salary (EUR)</i>
Registrar	<u>21 527</u>
Deputy-Registrar	<u>19 410</u>

Article 34

Family allowances

1. Family allowances shall comprise the following:

- a) The household allowance shall be set at a basic amount of half of the amount of the dependent child's allowance provided for under sub-paragraph c) below, plus 2% of the monthly net salary. It shall be granted to expatriate judges, expatriate Registrar and expatriate Deputy-Registrar with spouse while the spouse has no employment.
- b) The education allowance shall be granted up to a maximum of **274 EUR**/child per month, to expatriate judges, expatriate Registrar and expatriate Deputy-Registrar.
- c) The dependent child's allowance shall be set at **318 EUR**/child per month. It shall be granted to judges, the Registrar and Deputy-Registrar.
- d) Disabled or severely disabled child allowance and reimbursement for education and/or training costs that are related to the disability. The disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to the dependent child's allowance. The severely disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to double the disabled child allowance. Reimbursement of education and training expenses shall amount to 90% of the expenses defined in the Implementing instructions as set out in Article 53 (1) of these Regulations, on the basis of the remaining amount of expenses

after the deduction of any payments that have been received from any other sources and for the same purpose.

Eligible part-time judges shall receive family allowances on a *pro rata* basis in accordance with Article 27(3) of these Regulations.

2. A judge, the Registrar or the Deputy-Registrar entitled to any of the above mentioned allowances shall be required to report to the President of the Court of Appeal or, in the case of a judge of the Court of First Instance or of the Deputy-Registrar, to the President of the Court of First Instance any payments of the same nature or for similar purpose that are received from other sources by him, his spouse or the child's other parent. The amounts of any such payments shall be deducted from the benefits paid under these Regulations.
3. In case of shared or alternate custody, the payment of the allowances shall be shared equally between the two persons employed by the Court who are the child's parents. However, the parents may decide by mutual agreement which of them will receive the allowances.

*

* *

(Proposed)

STAFF REGULATIONS OF THE UNIFIED PATENT COURT

Article 21

Family allowances

1. Family allowances shall comprise the following:

- a) The household allowance shall be set at a basic amount of half of the dependent child's allowance provided for under sub-paragraph c), plus 2% of the monthly net salary. It shall be granted to expatriate staff with spouse while the spouse has no remunerated employment.
- b) The education allowance shall be granted up to a maximum of **274 EUR**/child per month, to expatriate staff.
- c) The dependent child's allowance shall be set at **318 EUR**/child per month.
- d) The disabled or severely disabled child allowance and reimbursement for education and/or training costs that are related to the disability. The disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to the dependent child's allowance. The severely disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to double the disabled child allowance. Reimbursement of education and training expenses shall amount to 90% of the expenses defined in the Implementing instructions, as set out in Article 42(1) of these Regulations, on the basis of the remaining amount of expenses after the deduction of any payments that have been received from any other sources and for the same purpose. Only those expenses incurred with a view to providing the disabled or severely disabled child with access to an education or training programme designed to meet his needs in order to obtain the best possible functional capacity, and which are not otherwise covered by the provisions governing the education allowance, shall be eligible for reimbursement.

2. Part-time staff shall receive family allowances on a pro rata basis.

3. A staff member entitled to any of the above mentioned allowances shall be required to report to the Registrar any payments of the same nature or for similar purpose that are received from other sources by him, his spouse or the child's other parent. The amounts of any such payments shall be deducted from the benefits paid under these Regulations.

4. In case of shared or alternate custody, the payment of the allowances shall be shared equally between the two staff members employed by the Court who are the child's parents. However, the parents may decide by mutual agreement which of them will receive the allowances.

ANNEX IV

TYPES OF POSTS AND REMUNERATION FOR STAFF OF THE COURT

1. Directors

Function	Gross salary (EUR)
Director of the Mediation and Arbitration Centre	<u>11 367</u>
Director of the Training Centre	<u>11 367</u>

2. Staff

Function	Gross salary (EUR)								
	Step 1	Step 2	Step 3	Step 4	Step 5	Step 6	Step 7	Step 8	Step 9
Case Manager / Clerk	<u>5 569</u>	<u>5 722</u>	<u>5 876</u>	<u>6 031</u>	<u>6 190</u>	<u>6 348</u>	<u>6 506</u>	<u>6 669</u>	<u>6 831</u>
Assistant / Secretary	<u>4 381</u>	<u>4 491</u>	<u>4 600</u>	<u>4 708</u>	<u>4 818</u>	<u>4 929</u>	<u>5 041</u>	<u>5 153</u>	<u>5 265</u>
Legal Assistant Pres CoA									<u>10 230</u>
Legal Assistant Pres CFI									<u>10 230</u>

The salaries of the staff as set out in this table are gross, expressed in euros, and subject to geographical weighing determined on the basis of the correction coefficients set in Article 3 of the Regulation (EU) No 423/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 adjusting with effect from 1 July 2012 the remuneration and pensions of officials and other servants of the European Union and the correction coefficients applied thereto.

ANNEX II**(Proposed)****REGULATIONS GOVERNING THE CONDITIONS OF SERVICE OF JUDGES, THE REGISTRAR AND THE DEPUTY REGISTRAR OF THE UNIFIED PATENT COURT****Article 32****Amount of basic monthly salaries**

4. Basic monthly salaries of judges are as provided in the following table:

	<i>Gross salary (EUR)</i>
Court of Appeal	<u>21 785</u>
Court of First Instance	<u>19 643</u>

5. The President of the Court of Appeal and the President of the Court of First Instance shall have a basic monthly salary equal to 105% of that of the judges at their respective instances.

6. Basic monthly salaries of the Registrar and the Deputy-Registrar are as provided in the following table:

	<i>Gross salary (EUR)</i>
Registrar	<u>21 785</u>
Deputy-Registrar	<u>19 643</u>

Article 34**Family allowances**

4. Family allowances shall comprise the following:

- a) The household allowance shall be set at a basic amount of half of the amount of the dependent child's allowance provided for under sub-paragraph c) below, plus 2% of the monthly net salary. It shall be granted to expatriate judges, expatriate Registrar and expatriate Deputy-Registrar with spouse while the spouse has no employment.
- b) The education allowance shall be granted up to a maximum of **277 EUR**/child per month, to expatriate judges, expatriate Registrar and expatriate Deputy-Registrar.
- c) The dependent child's allowance shall be set at **321 EUR**/child per month. It shall be granted to judges, the Registrar and Deputy-Registrar.
- d) Disabled or severely disabled child allowance and reimbursement for education and/or training costs that are related to the disability. The disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to the dependent child's allowance. The severely disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to double the disabled child allowance. Reimbursement of education and training expenses shall amount to 90% of the expenses defined in the Implementing instructions as set out in Article 53 (1) of these Regulations, on the basis of the remaining amount of expenses

after the deduction of any payments that have been received from any other sources and for the same purpose.

Eligible part-time judges shall receive family allowances on a *pro rata* basis in accordance with Article 27(3) of these Regulations.

5. A judge, the Registrar or the Deputy-Registrar entitled to any of the above mentioned allowances shall be required to report to the President of the Court of Appeal or, in the case of a judge of the Court of First Instance or of the Deputy-Registrar, to the President of the Court of First Instance any payments of the same nature or for similar purpose that are received from other sources by him, his spouse or the child's other parent. The amounts of any such payments shall be deducted from the benefits paid under these Regulations.
6. In case of shared or alternate custody, the payment of the allowances shall be shared equally between the two persons employed by the Court who are the child's parents. However, the parents may decide by mutual agreement which of them will receive the allowances.

*

* *

(Proposed)

STAFF REGULATIONS OF THE UNIFIED PATENT COURT

Article 21

Family allowances

1. Family allowances shall comprise the following:

- a) The household allowance shall be set at a basic amount of half of the dependent child's allowance provided for under sub-paragraph c), plus 2% of the monthly net salary. It shall be granted to expatriate staff with spouse while the spouse has no remunerated employment.
- b) The education allowance shall be granted up to a maximum of **277 EUR**/child per month, to expatriate staff.
- c) The dependent child's allowance shall be set at **321 EUR**/child per month.
- d) The disabled or severely disabled child allowance and reimbursement for education and/or training costs that are related to the disability. The disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to the dependent child's allowance. The severely disabled child allowance shall be a monthly basic amount equal to double the disabled child allowance. Reimbursement of education and training expenses shall amount to 90% of the expenses defined in the Implementing instructions, as set out in Article 42(1) of these Regulations, on the basis of the remaining amount of expenses after the deduction of any payments that have been received from any other sources and for the same purpose. Only those expenses incurred with a view to providing the disabled or severely disabled child with access to an education or training programme designed to meet his needs in order to obtain the best possible functional capacity, and which are not otherwise covered by the provisions governing the education allowance, shall be eligible for reimbursement.

2. Part-time staff shall receive family allowances on a pro rata basis.

3. A staff member entitled to any of the above mentioned allowances shall be required to report to the Registrar any payments of the same nature or for similar purpose that are received from other sources by him, his spouse or the child's other parent. The amounts of any such payments shall be deducted from the benefits paid under these Regulations.

4. In case of shared or alternate custody, the payment of the allowances shall be shared equally between the two staff members employed by the Court who are the child's parents. However, the parents may decide by mutual agreement which of them will receive the allowances.

ANNEX IV**TYPES OF POSTS AND REMUNERATION FOR STAFF OF THE COURT****1. Directors**

Function	Gross salary (EUR)
Director of the Mediation and Arbitration Centre	<u>11 503</u>
Director of the Training Centre	<u>11 503</u>

2. Staff

Function	Gross salary (EUR)								
	Step 1	Step 2	Step 3	Step 4	Step 5	Step 6	Step 7	Step 8	Step 9
Case Manager / Clerk	<u>5 636</u>	<u>5 791</u>	<u>5 946</u>	<u>6 104</u>	<u>6 264</u>	<u>6 424</u>	<u>6 584</u>	<u>6 749</u>	<u>6 913</u>
Assistant / Secretary	<u>4 434</u>	<u>4 544</u>	<u>4 655</u>	<u>4 765</u>	<u>4 876</u>	<u>4 989</u>	<u>5 101</u>	<u>5 214</u>	<u>5 328</u>
Legal Assistant Pres CoA									<u>10 353</u>
Legal Assistant Pres CFI									<u>10 353</u>

The salaries of the staff as set out in this table are gross, expressed in euros, and subject to geographical weighing determined on the basis of the correction coefficients set in Article 3 of the Regulation (EU) No 423/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 adjusting with effect from 1 July 2012 the remuneration and pensions of officials and other servants of the European Union and the correction coefficients applied thereto.

*

* *



The Presidium of the Unified Patent Court

Written statement on the Budget Committees proposal for the annual adjustment of salaries

7 December 2024

On 25 November 2024, the Budget Committee adopted the annexed decision D-BC/04/25112024 containing its proposal for the 2024 adjustment of salaries under Rule 4 of the Rules on the Adjustment of the Remuneration of the Judges, the Registrar, the Deputy Registrar and the Staff of the Unified Patent Court (D-AC/05/19072024) implementing Articles 33 of the Service Regulations and 20 of the Staff Regulations (Rules on the Adjustment of Remuneration).

The Proposal has been transmitted to the Chairman of the Administrative Committee who, in accordance with Article 5 of the Rules on the Adjustment of Remuneration, has invited the Presidium of the Unified Patent Court (the Presidium) to submit a written statement on the Proposal.

The Presidium takes note that the Proposal follows the method laid out in Rule 4 of the Rules on the Adjustment of Remuneration and hence is based on the methodology laid out in the Law of the European Union and consequently also follows the annual report from the Statistical Office of the European Union. Furthermore, the Presidium takes note that the proposal is without prejudice to the ongoing debate in the Administrative Committee regarding establishing a new baseline salary taking into account the inflation rate between 2016 and 2023.

Against this background the Presidium endorses the Proposal.

Klaus Grabinski

President of the Court of Appeal and Chairman of the Presidium